

LE PASTEUR MARC - DAVID ALBA DIT LASOURCE (1763 - 1793)



DICTIONNAIRE DES PARLEMENTAIRES FRANÇAIS

COMPRENANT
tous les Membres des Assemblées françaises et tous les Ministres français
Députés le 1^{er} Mai 1789 jusqu'au 1^{er} Mai 1889
AVEC LEURS NOMS ETAT CIVIL, ÉTATS DE SERVICES, ACTES POLITIQUES
VOTES PARLEMENTAIRES, ETC.

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE
MM. Adolphe ROBERT & Gaston COUGNY



PARIS
BOURLOTON, ÉDITEUR
20, BOULEVARD MONTMARTRE, 20
1889

M. Alba dit Lasource

NOTICE DU
DICTIONNAIRE DES PARLEMENTAIRES FRANÇAIS
DEPUIS LE 1^{ER} MAI 1789 JUSQU'AU 1^{ER} MAI 1889¹
PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION
D'ADOLPHE ROBERT ET GASTON COUGNY,
PARIS : BOURLOTON, 1889

ALBA² (Marc-David) dit Lasource, député à l'Assemblée législative de 1791 et membre de la Convention pour le département du Tarn, né à Anglès³ (Tarn), le 22 janvier 1763, exécuté à Paris le 31 octobre 1793, appartenait à la religion réformée ; il avait étudié la théologie au Séminaire de Lausanne⁴, et obtenu le certificat de sa consécration le 18 juin 1784 : il assista au Synode provincial du Haut-Languedoc, le 1^{er} mai⁵ 1788. Pasteur à Castres⁶ au moment de la Révolution, la persécution l'obligea, comme « pasteur du désert », à se cacher sous un nom d'emprunt ; il prit celui de Lasource⁷, et il n'a figuré que sous ce nom dans l'histoire parlementaire.



Insigne des membres de l'Assemblée législative en 1791

Le 30 août 1791⁸, le département du Tarn, par 149 voix sur 278 votants, l'élut député à l'Assemblée législative. Il y prit souvent la parole : pour dénoncer les manœuvres des émigrés (22 novembre 1791) ; pour réclamer (3 décembre) les redditions de comptes des ministres. Le 16 janvier 1792, sur sa motion, l'Assemblée décréta que, *Louis-Stanislas-Xavier, prince français, serait déchu de son droit à la*

¹ Les notes de bas de page n'appartiennent pas à la notice originale : elles ont été rajoutées pour compléter les informations, corriger les erreurs ou apporter des précisions biographiques.

² La famille Alba avait embrassé la religion protestante au 16^e siècle.

³ Hameau du Crouzet. Il est le fils de César Alba et d'Esther Amalric.

⁴ Après des études commencées à Castres auprès du pasteur Louis Bonifas dit Laroque.

⁵ En fait le 7 mai.

⁶ Après Lacaune de 1785 à 1787, puis Roquecourbe et Réalmont.

⁷ Ce surnom est en usage dans sa famille depuis la fin du 17^e siècle.

⁸ Veuf en 1787, après un an de mariage avec Jeanne Antoinette Catherine de Galtier de Laroque, originaire de Lacaune, il se remarie le 9 septembre 1791 avec Jeanne-Antoinette de Noir de Cambon, originaire de Roquecourbe.



régence. Le 16 avril, Lasource prononça un grand discours en faveur de la nomination par le peuple des administrateurs des deniers publics. *Le pouvoir exécutif*, dit-il à cette occasion, *a une splendeur qui enchaîne les sens par l'empire du préjugé. Le corps législatif propose, le roi consent : il est donc évident que le pouvoir exécutif a des moyens beaucoup plus puissants pour s'agrandir au préjudice de l'autre. Voulez-vous lui laisser l'ascendant que donne la distribution des places sur ceux qui les obtiennent ? Ne savez-vous pas que c'est en donnant des places qu'on fait des esclaves, et que cette espèce de servitude est comme la peste ?...* Le 19 août, il insista pour que les mesures les plus énergiques fussent prises à l'égard des *complots qui menaçaient la France* : il proposa un nouveau recrutement de deux cent mille hommes, et l'établissement de deux nouvelles fabriques d'armes. Le 20, il demanda et obtint la mise en accusation d'un juge de paix nommé Larivière⁹, et fit encore, avant la fin de la législature, entre autres propositions, celles : de la formation d'un coup sous Paris (6 juin) ; de la fixation à 13 ans pour les femmes et à 15 ans pour les hommes de l'âge légal du mariage (29 juin) ; de la levée des bataillons de volontaires (10 juillet) ; de la mise en accusation de Lafayette¹⁰ (21 juillet) : *Je viens, s'écria-t-il, briser une idole que j'ai longtemps encensée. Je me ferais d'éternels reproches d'avoir été le partisan et l'admirateur du plus perfide des hommes, si je ne me consolais en pensant que la publicité de mon opinion expiera ma longue erreur...* L'impression de son discours fut votée, et l'arrestation décrétée dans la séance du 10 août. Il fit arrêter de même Montmorin¹¹ (ex-ministre des Affaires étrangères, 21 août) ; appuya l'envoi de commissaires aux frontières (28 août) ; demanda *que tout citoyen qui a un fusil le donne, on marche. En vain, crions-nous vive la Nation, vive la Liberté, nous ne sauvons ni l'une ni l'autre. Agissons, marchons, parlons au peuple, il faut battre la générale dans l'opinion publique.*

Réélu à la Convention par son département, le 3 septembre 1792, par 275 voix sur 438 votants, il siégea à la Montagne et en fut secrétaire, le 21 septembre. Là il intervint encore très souvent, et avec une grande vigueur, dans les délibérations, proposa de s'emparer, en pays ennemi, des biens des princes, des seigneurs et des nobles, s'occupa activement des questions militaires, demanda l'ordre du jour sur les dénonciations apportées contre Robespierre¹² par Barbaroux¹³ et Louvet¹⁴. Envoyé en mission à Nice, il demanda la réunion à la France ; il fit décréter des poursuites contre les prévenus de la conspiration de Bretagne, puis contre Turin, adjudant général, et dénonça (avril 1793) Danton¹⁵ comme le complice de Dumouriez¹⁶. Dans le procès du roi, Lasource avait voté pour la mort, en ces termes : *Mon opinion vous est connue. Je l'ai manifestée par écrit. Je vais la reproduire. Dans ma manière de*

⁹ Pierre François Joachim Henry Larivière ou La Rivière, dit Henry-Larivière (1761 – 1838), député du Calvados à la Convention nationale.

¹⁰ Marie-Joseph Paul Yves Roch Gilbert du Motier, marquis de La Fayette (1757 - 1834).

¹¹ Armand Marc, comte de Montmorin Saint-Hérem, né en 1745, mort à Paris, dans la prison de l'Abbaye, le 2 septembre 1792 lors des Massacres de septembre.

¹² 1758 – 1794.

¹³ Charles Jean Marie Barbaroux, né à Marseille en 1767, guillotiné à Bordeaux le 25 juin 1794.

¹⁴ Jean-Baptiste Louvet, dit Louvet de Couvray, ou de Couvrai (1760 – 1797), écrivain et homme politique.

¹⁵ 1759 - 1794.

¹⁶ Charles François du Perrier du Mouriez, dit Dumouriez, général français (1739 - 1823).

voir il n'y a pas de milieu ; il faut que Louis règne ou qu'il aille à l'échafaud. Mais j'ai une observation à faire. La mesure que vous prenez suppose que vous êtes à une grande hauteur. Si la Convention s'y maintient, elle écrasera les factieux et établira la liberté. Mais à tous les partis, si les haines continuent, si la Convention n'a pas le courage de les étouffer, alors on dira qu'elle n'était composée que des plus vils, des plus lâches de tous les hommes ; elle ne passera à la postérité qu'avec l'exécration universelle. Après cette réflexion, je prononce la mort.



Carte des membres de la Convention en 1792

Cependant, Alba-Lasource finit par se séparer de la Montagne : une attaque violente qu'il dirigea contre Robespierre au sujet de la pétition des sections de Paris qui demandaient l'expulsion de 22 députés, dont il était, le rapprocha de la Gironde. Compris dans la proscription du 2 juin 1793, il fut condamné par le tribunal révolutionnaire, le 30 octobre, avec Brissot¹⁷, Vergniaud¹⁸, Gensonné¹⁹, Duperret²⁰, Carra²¹, etc... comme ayant participé à *une conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la République, contre la liberté et la sûreté du peuple Français*. Le 8 juin, il présenta sa défense dans un écrit adressé à la Convention. Il se retournait contre ses accusateurs et les accusait à son tour : *Dites à ces monstres qu'ils tremblent ! Leur audace sacrilège va soulever la nature entière et appeler sur leur tête une vengeance aussi horrible que leurs crimes sont exécrationnels. Dites-leur que leur règne expire, et que bientôt il ne restera plus d'eux que leurs forfaits pour l'exécration publique, que leur supplice pour l'effroi des tyrans, que leurs noms pour l'opprobre...* (Lasource, député du Tarn au président de la Convention nationale, Bibliothèque nationale). Il fut exécuté le 31 octobre²².

¹⁷ Jacques Pierre Brissot, dit de Warville, né à Chartres en 1754 et guillotiné à Paris le 31 octobre 1793, conventionnel et écrivain politique français, présenté comme le chef de file des Girondins pendant la Révolution française.

¹⁸ Pierre Victurnien Vergniaud était avocat, homme politique et révolutionnaire né à Limoges en 1753, guillotiné le 31 octobre 1793.

¹⁹ Arnaud Gensonné, né à Bordeaux en 1758, guillotiné à Paris le 31 octobre 1793, député de la Gironde à la Convention nationale.

²⁰ Claude-Romain Lauze-Duperret, né à Apt (Vaucluse) en 1747, condamné à mort le 9, exécuté le 10 brumaire de l'an II (31 octobre 1793).

²¹ Jean-Louis Carra, né à Pont-de-Veyle en 1742 et guillotiné à Paris le 31 octobre 1793.

²² Lors de l'exécution des Girondins qui étaient au nombre de vingt-et-un. Outre ceux déjà mentionnés : Gardien, Dufriche-Valazé, Duprat, Brulard-Sillery, Fauchet, Ducos, Boyer-Fonfrède, l'Esterpt-Beauvais, Duchâtel, Mainvielle, Lacaze, Lehardy, Boileau, Antiboul et Vigée.